

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

PDS: Ndaot Rembogo appelle les siens au redéploiement sur le terrain

C'ÉTAIT à l'occasion de la cérémonie inaugurale, samedi dernier, du nouveau siège de son parti à Libreville. Un événement qui marquait également sa rentrée politique.

Christian KOUIGA
Libreville/Gabon

LE Parti pour le développement et la solidarité sociale (PDS) de Me Séraphin Ndaot Rembogo, vient de déménager de Plaine-Niger pour son nouveau siège situé au quartier Montagne-Sainte, non loin du night-club "Oxygène". Comme un signe de bénédiction, l'inauguration des dites installations a eu lieu samedi dernier sous la pluie. Le tout dans le strict respect des mesures barrières. Lors de ces retrouvailles aux allures de rentrée politique, le ruban inaugural coupé, le leader de cette formation politique de l'opposition dite "républicaine", a assisté à l'installation de nouveaux militants du parti. Une dizaine environ, qui a décidé, en toute âme et conscience, de se reconnaître désormais comme militants du PDS. Ils ont reçu les symboles: une rose, puis 1 écharpe et 1 chapeau aux couleurs du parti (orange). À tour de rôle, ils ont promis de rester fidèles à la ligne directrice du PDS.



Photo: CM

Vue des militants triés sur le volet lors de l'inauguration.

Satisfait de cette nouvelle cuvée des militants, le "Bâtisseur en chef" a invité l'ensemble de ses militants et sympathisants à redoubler d'ardeur sur le terrain. Convaincu de ce que la reviviscence de leur label politique passe, dans bien des cas, par un redéploiement sur le terrain. Autrement dit, par la reconquête des espaces perdus, la conquête de nouveaux et l'adhésion de plus de militants pour mieux préparer les joutes électorales à venir. Celles, jure-t-on, qu'attendraient de pied ferme Séraphin Ndaot et les siens, pour redorer

l'image de leur écurie politique qui a perdu de sa superbe d'antan. Même dans son fief traditionnel de Port-Gentil. Et eu égard à sa non-représentativité au Parlement. Ses élus se limitant désormais à quelques échelons locaux.

"Monsieur le président, grâce à vos sacrifices, nous acquérons un nouveau siège à l'image d'un grand parti. C'est un bel espace de travail pour des réflexions acharnées et des défis à relever", a remercié le secrétaire général adjoint du PDS, M. Yembi Mangala.

Climat sociopolitique: le BDC appelle à l'apaisement



Photo: Adjai Ntoutoume/L'Union

Le BDC de Guy Christian Mavioga (debout) prône l'accalmie des tensions sociales.

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

LE climat social actuel, découlant des dernières mesures gouvernementales contre le Covid-19, ne laisse pas indifférent le Bloc démocratique chrétien (BDC). L'écurie politique de Guy-Christian Mavioga, secrétaire exécutif dudit parti, s'étonne de la tournure prise par le "concert de casseroles", qui s'est soldée par plusieurs morts.

"Pourquoi tant de haine? Pourquoi tant d'égoïsme? Pourquoi tant d'immaturation et de cécité politique? Pourquoi nous Gabonais, nous devons nous laisser manipuler par nos ennemis, les esprits ténébreux qui souhaitent voir les Gabonais que nous sommes, disparaître pour prendre nos terres et tous nos biens?", s'interroge-t-il. S'il reconnaît que les mesures gouvernementales visent à inverser la courbe épidémiologique, le leader du BDC soutient également la nécessité de préserver la paix. "La santé n'a pas de prix, oui nous le savons tous, à ce titre

nous devons alors comprendre les préoccupations du gouvernement pour lutter contre le Covid-19, notre ennemi commun. Mais, par ailleurs, nous savons également que la paix, la sécurité et un avenir en confiance sont des éléments fondamentaux de toute vie, donc la paix aussi n'a pas de prix et là, le gouvernement devrait tout de même comprendre les préoccupations du peuple accablé par la faim, le chômage et bien d'autres maux", ajoute-t-il. La tête de file du BDC, un parti de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence, invite donc à l'apaisement. "Notre corps social doit être en tout temps, notre priorité. Nous devons donc, avoir le courage d'agir ensemble pour corriger les fractures sociales aiguës au bénéfice de la cohésion sociale d'une part et au bénéfice de la cohésion nationale d'autre part, mais renforcée par l'unité, le respect de tous, le respect des institutions républicaines, spirituelles et traditionnelles", a déclaré l'ancien porte-parole du camp présidentiel.

Miroir du gouvernement

Stoppez la gangrène!

DES autorités des administrations déconcentrées et décentralisées incarcérées pour avoir falsifié des actes de naissance et autres documents administratifs. Cette réalité tend, hélas, à se banaliser dans notre pays. Si bien que l'on aimerait savoir comment le ministère de l'Intérieur entend enrayer ce fléau qui, toutes proportions gardées, a des conséquences dommageables sur plusieurs pans de notre société. Un fléau qui prouve à suffisance que la corruption gangrène plusieurs strates de l'administration publique de notre pays.

Le plus déplorable dans tout cela, c'est sans doute que les préfets et autres sous-préfets et maires qui s'adonnent à ce genre de pratiques contribuent à bafouer l'autorité de

l'État et à ternir l'image de notre pays. Des autorités qui ont perdu le sens de la noblesse et la grandeur de leurs tâches et missions. D'où la nécessité de sérieusement trier sur le volet les personnalités devant exercer ces responsabilités. Car, on a le sentiment que ce n'est pas souvent le cas. D'autant que des individus à la moralité douteuse sont, dans bien des cas, nommés préfets ou sous-préfets.

C'est dire que le ministère de l'Intérieur est face à un enjeu de taille: éradiquer la corruption et la concussion dans ces différents démembrés, en séparant le bon grain de l'ivraie. Il y va de l'honorabilité et la respectabilité des autorités déconcentrées.

Quoi qu'il en soit, les arrestations des auteurs de tous ces actes délictueux démontrent clairement qu'aucune tolérance n'est de mise et que la loi va s'appliquer avec rigueur. Et il ne saurait en être autrement. Tant il est plus qu'urgent de dissuader tous ceux qui pourraient être tentés de délivrer ou d'établir des faux actes naissance et autres documents administratifs.

Aux autorités de l'avenue de Cointet de prendre donc véritablement le taureau par les cornes. Car, il est plus que temps de mettre fin à ces dérives. Lesquelles déteignent sur tout un corps jadis respecté et craint.

J. KOMBILE MOUSSAVOU